



LICENCE DE STATION D'AERONEF
ET
CERTIFICAT DE CONFORMITE RADIO
POUR EXPORTATION



LISTE DES PAGES EN VIGUEUR

Page	Ed.	Date	Rév.	Date		Page	Ed.	Date	Rév.	Date
PG	1	10/2001	0							
PV/1	1	10/2001	0							
SO/1	1	10/2001	0							
1	1	10/2001	0							
2	1	10/2001	0							
3	1	10/2001	0							
4	1	10/2001	0							
5	1	10/2001	0							
A1/1	1	10/2001	0							
A1/2	1	10/2001	0							
A2/1	1	10/2001	0							
A3/1	1	10/2001	0							



SOMMAIRE

1.	Objet	Page 1
2.	Domaine d'application.	Page 1
3.	Références	Page 1
4.	Définitions.	Page 1
5.	Historique.	Page 2
6.	Conditions et procédure d'obtention des LSA et CCRE.	Page 2
7.	Attestation de conformité à l'UIT.	Page 3
	7.1. Cas de la LSA	Page 3
	7.2. Cas du CCRE	Page 3
8.	Informations demandées sur l'attestation.	Page 4
9.	Edition et transmission des documents.	Page 5
	9.1. Cas de la LSA	Page 5
	9.2. Cas du CCRE	Page 5
10.	Attestation provisoire valant LSA.	Page 5
Annexe 1	Arrêté du 16 juillet 2001 relatif à une licence de station d'aéronef	
Annexe 2	Attestation de conformité en vue de la délivrance d'une LSA	
Annexe 3	Attestation de conformité en vue de la délivrance d'un CCRE	



1. OBJET

Ce fascicule a pour objet d'expliquer les conditions selon lesquelles les licences de station d'aéronef et les certificats de conformité radio pour exportation sont émis.

2. DOMAINE D'APPLICATION

Ce fascicule concerne les aéronefs civils immatriculés munis d'un Certificat de Navigabilité ou d'un Laissez-Passer équipés d'une station émettrice travaillant sur des fréquences attribuées à l'aviation civile.

Il est rédigé en application de l'arrêté du 16 juillet 2001, cité en référence, qui prévoit la délivrance par la DGAC, au nom du ministre chargé de l'aviation civile, de la licence de station d'aéronef (LSA) attestant la conformité au règlement des radiocommunications de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) qui stipule en son article S18.1 que :

« Aucune station d'émission ne peut être établie ou exploitée par un particulier, ou une entreprise quelconque, sans une licence délivrée sous une forme appropriée et en conformité avec les dispositions du présent Règlement par le gouvernement ou au nom du gouvernement du pays dont relève la station en question. »

Ce fascicule traite également des dispositions relatives aux stations émettrices lors de l'exportation d'aéronefs.

Nota :

Les stations émettrices ne rayonnant pas sur des fréquences aéronautiques ne sont pas couvertes par la licence de station d'aéronef. Elles sont toutefois redevables d'une licence de station attribuée par l'organisme gestionnaire de la fréquence.

3. REFERENCES

Arrêté du 16 juillet 2001 relatif à la licence de station d'aéronef, applicable 3 mois après le 30 août 2001.

Ce fascicule a reçu l'accord de la DGAC par lettre n° 94 du 31/10/2001.

4. DEFINITIONS

APRS	Approbation pour remise en service.
CCRE	Certificat de conformité radio pour exportation.
CDN	Certificat de navigabilité.
CEIRB	Certificat d'exploitation d'installation radioélectrique de bord.
IRB	Installation radioélectrique de bord.
LSA	Licence de station d'aéronef.
STNA	Service technique de la navigation aérienne.
UIT	Union Internationale des télécommunications.



5. HISTORIQUE

Depuis le 1^{er} décembre 1998, une nouvelle forme de licence de station d'aéronef et une procédure associée de délivrance de cette licence ont été mises en place, conformément aux dispositions de l'arrêté du 24 novembre 1998 relatif à la délivrance de la licence de station d'aéronef, pour permettre l'intégration de la surveillance des équipements radioélectriques dans le cadre classique du suivi de la navigabilité des aéronefs.

Ainsi était supprimé le certificat d'exploitation d'installation radioélectrique de bord (CEIRB), qui avait été créé dans la période où la surveillance des équipements radioélectriques était effectuée par le STNA. Dans le cadre d'un suivi de navigabilité exercé par le GSAC, ce document était redondant avec le certificat de navigabilité qui, par nature, prend en compte la certification des équipements radioélectriques.

Pour permettre une intégration progressive du CEIRB dans le certificat de navigabilité, une partie du CEIRB, constituée notamment de l'annexe B à la licence de station d'aéronef, avait été conservée.

L'arrêté du 16 juillet 2001 cité en référence, qui abroge l'arrêté du 24 novembre 1998 et son instruction d'application, a pour but de supprimer complètement la redondance de la licence de station d'aéronef avec le certificat de navigabilité. La licence de station d'aéronef atteste uniquement de la conformité de l'installation radioélectrique aux exigences des règlements de l'union internationale des télécommunications et le document de navigabilité de l'aéronef (CDN, CDNS, CNRA ...) couvre seul et totalement les aspects navigabilité de l'installation radioélectrique de bord.

6. CONDITIONS ET PROCEDURE D'OBTENTION DES LSA ET CCRE

La licence de station d'aéronef (LSA) est obligatoire pour un aéronef muni d'une installation radio émettrice. A ce titre elle est susceptible d'être délivrée à l'occasion :

- d'une classification initiale d'un aéronef au registre français,
- d'un changement de modèle d'un aéronef,
- d'un changement d'immatriculation d'un aéronef,
- d'une demande de réédition, suite à destruction, perte ou vol,
- d'une modification de l'installation radioélectrique de bord de l'aéronef.

Le certificat de conformité radio pour exportation (CCRE) n'est pas obligatoire. Il peut être délivré à l'occasion de l'édition d'un certificat de navigabilité pour exportation.

Seul le propriétaire de l'aéronef ou un représentant dûment mandaté peut formuler une demande de LSA ou de CCRE.

Dans tous les cas, pour obtenir une LSA ou un CCRE, le postulant doit :

- a) Etablir et transmettre au GSAC local dont il dépend une demande de LSA ou de CCRE sur papier à en-tête.
- b) Fournir au GSAC, avec la demande, une attestation de conformité aux règlements de l'union internationale de télécommunications, établie par un organisme agréé à cet effet.
- c) Le cas échéant, fournir au GSAC, avec la demande, le mandat du propriétaire.



7. ATTESTATION DE CONFORMITE A L'UIT

7.1. Cas de la LSA

Elle engage l'organisme signataire sur l'aspect conformité aux règlements de l'UIT. En aucun cas elle n'a valeur d'APRS et ne remplace ni n'atteste de l'exécution des travaux dus au titre de l'entretien de IRB décrit dans le fascicule P-41-15.

Elle est établie sur un formulaire dont le modèle est présenté en annexe 2. Elle ne concerne que les équipements ayant une partie émettrice. Les données relatives à la définition des émetteurs doivent être rigoureusement identiques à celles définies dans la liste des équipements homologués présentée dans le fascicule P-04-30

Une attestation de conformité n'est recevable par le GSAC que si son édition n'est pas antérieure de plus de deux mois à la date de demande de LSA et si elle a été établie par un organisme d'entretien agréé ayant dans sa liste de capacité l'entretien des équipements radio sur aéronef. Cette dernière condition est l'un des points à vérifier par le niveau local du GSAC par lequel transite la demande.

Lorsqu'une attestation est établie pour déclarer une modification d'installation, l'organisme agréé peut se référer à la LSA originale et aux enregistrements des opérations d'entretien antérieures à la nouvelle installation pour attester de la conformité aux règles de l'UIT des équipements déjà installés.

7.2. Cas du CCRE

Elle engage l'organisme signataire sur l'aspect conformité aux règlements de l'UIT. En aucun cas elle n'a valeur d'APRS et ne remplace ni n'atteste de l'exécution des travaux dus au titre de l'entretien de IRB décrit dans le fascicule P-41-15.

Elle est établie sur un formulaire dont le modèle est présenté en annexe 3. Elle ne concerne que les équipements installés à bord d'un aéronef et ayant une partie émettrice.

Une attestation de conformité n'est recevable par le GSAC que si son édition n'est pas antérieure de plus de deux mois à la date de demande du CCRE et si elle a été établie par un organisme d'entretien agréé ayant dans sa liste de capacité l'entretien des équipements radio sur aéronef. Cette dernière condition est l'un des points à vérifier par le niveau local du GSAC par lequel transite la demande.

La référence à une homologation DGAC, à une QAC, à un JTSO ou à un TSO est un moyen acceptable pour démontrer la conformité d'un équipement au règlement UIT.

L'organisme agréé peut se référer à une LSA antérieure et aux enregistrements des opérations d'entretien pour attester de la conformité de l'installation aux règles de l'UIT.



8. INFORMATIONS DEMANDEES SUR L'ATTESTATION

Ce chapitre apporte des précisions sur les informations nécessaires à l'établissement de l'attestation de conformité :

Cadre 2 : Le constructeur est celui indiqué sur la plaque d'identification de l'aéronef.

Cadre 4 : Donner la liste des équipements constituant l'installation radioélectrique strictement limitée aux éléments possédant au moins un émetteur travaillant dans les bandes de fréquences attribuées à l'aéronautique civile.

Séparer dans la table réservée à cet effet les émetteurs de sauvetage (balise de détresse) des autres émetteurs.

Indiquer pour chacun d'entre eux :

- La quantité (colonne **QT**). Dans cette colonne, peut également apparaître la notion d'équipement de substitution en remplaçant, dans la ligne immédiatement inférieure à l'équipement équivalent, le chiffre donnant la quantité par le mot OU (cette substitution doit avoir préalablement été approuvée au titre des modifications de l'aéronef).
- La référence Aviation Civile (colonne **Référence AC**) est définie dans la liste des équipements homologués éditée dans le fascicule P-04-30. Cette référence n'est exigée que dans le cadre d'une demande de LSA.
- Le type d'équipement (colonne **Type**). Il correspond généralement au nom commercial donné à l'équipement par le fabricant, éventuellement complété d'un indice reflétant une évolution caractéristique du produit (Ex. le VHF 300D devient VHF 300D/760 lorsqu'il a la capacité 760 canaux). Il est défini dans la liste des équipements homologués.
- Le nom du fabricant de l'équipement (colonne **Fabricant**).
- La justification de la conformité de l'équipement aux règles de l'Union Internationale des Télécommunications (colonne **Justifications**). Cette justification n'est demandée que dans le cadre d'une demande de CCRE.

Cadre 6 : Signature du représentant de l'organisme agréé habilité à attester de la conformité de l'installation aux exigences de l'UIT (personnel habilité à signer les APRS radio).

Cadre 7 : Nom du signataire.

Cadre 9 : Numéro de téléphone du signataire.

Cadre 10 : Numéro de FAX du signataire.

Cadre 13 : Numéro d'identification de l'attestation par le GSAC.



9. EDITION ET TRANSMISSION DES DOCUMENTS

9.1. Cas de la LSA

La LSA est éditée par le GSAC central (qui a reçu les documents nécessaires du GSAC local après que celui-ci ait fait son travail d'examen de la demande) et transmise à la DGAC pour signature. Le document est ensuite transmis par la DGAC au destinataire défini dans le cadre 14 de l'attestation de conformité. Il est de la responsabilité du postulant de faire le nécessaire pour que cette information soit exacte et homogène avec celle qui est donnée en ce qui concerne l'envoi des autres documents (CDN par exemple...) lorsque la LSA n'est pas émise seule.

9.2. Cas du CCRE

Le CCRE ne fait pas l'objet d'un document spécifique. Il est matérialisé par la mention suivante portée au verso du CDN Export de l'aéronef concerné.

« Certificat de Conformité Radio pour Exportation : La station d'émission est conforme au règlement des radiocommunications de l'Union Internationale des Télécommunications. »

« Certificate of Radio Compliance for Export : The transmitting station complies with the International Telecommunication Union Radio Regulations. »

10. ATTESTATION PROVISOIRE VALANT LSA

Sur demande du postulant et dans l'attente de la LSA, le GSAC peut délivrer les documents permettant, pour une période de deux mois, d'attester la conformité de l'installation au règlement relatif aux communications de l'UIT, et par là même, d'avoir valeur de LSA.

Ces documents sont constitués :

- d'un récépissé de la demande de LSA établi sur une copie de celle-ci,
- d'une copie de l'attestation de conformité dûment enregistrée par le GSAC par apposition d'un numéro d'identification dans le cadre 13.



ANNEXE 1 : ARRETE DU 16 JUILLET 2001 RELATIF A UNE LICENCE DE STATION D'AERONEF

NOR : EQUA0101069A

Le ministre de l'équipement, des transports et du logement,

Vu la convention relative à l'aviation civile internationale du 7 décembre 1944, ensemble les protocoles qui l'ont modifiée, et notamment le protocole du 24 septembre 1968 concernant le texte authentique trilingue de la convention relative à l'aviation civile internationale ;

Vu le règlement des radiocommunications annexé à la convention internationale des télécommunications ;

Vu le code de l'aviation civile, et notamment les articles R. 133-7 et D. 133-19-1 à D. 133-19-10 ;

Vu l'arrêté du 6 septembre 1967 modifié relatif aux conditions de navigabilité des aéronefs civils ;

Vu l'arrêté du 22 novembre 1978 relatif aux certificats de navigabilité ;

Vu l'arrêté du 24 juillet 1991 modifié relatif aux conditions d'utilisation des aéronefs civils en aviation générale ;

Vu l'arrêté du 10 juillet 2000 relatif à l'homologation et à l'approbation des matériels radioélectriques des stations d'aéronefs,

Arrête :

Art. 1er. - La licence de station d'aéronef atteste la conformité de l'installation radioélectrique de bord au règlement relatif aux radiocommunications de l'Union internationale des télécommunications (UIT). La licence de station d'aéronef tient lieu de certificat d'exploitation de l'installation radioélectrique de bord (CEIRB).

Art. 2. - A l'exception du cas prévu à l'article 4, la demande de délivrance de la licence est adressée au groupement pour la sécurité de l'aviation civile (GSAC) par le détenteur du certificat de navigabilité de l'aéronef, dit propriétaire. La demande est accompagnée de l'attestation de conformité telle que définie à l'article 3 du présent arrêté.

Art. 3. - L'attestation de conformité de l'installation radioélectrique de bord est établie par un organisme d'entretien agréé à cet effet.

Cette attestation comprend :

- les références de l'organisme agréé ;
- les références du propriétaire de l'aéronef ;
- les références de l'aéronef,

et pour chaque équipement :

- la référence aviation civile ;
- le type ;
- le constructeur.

Art. 4. - Dans le cas d'un équipement installé à bord d'un aéronef exempté de certaines obligations énumérées aux articles R. 133-1 et R. 133-1-1, la demande de délivrance de la licence est adressée par le propriétaire au directeur de l'aviation civile du lieu d'attache de l'aéronef ou du représentant local du ministre chargé de l'aviation civile dans les départements d'outre-mer.

La demande est accompagnée d'une attestation de conformité de l'installation radioélectrique de bord au règlement relatif aux radiocommunications de l'IUT établie par le propriétaire.

Cette attestation comprend :

- les références du propriétaire ;
- les références de l'aéronef ;
- pour les ULM, l'identification de l'aéronef,

et pour l'équipement :

- la référence aviation civile ;
- le type ;



- le constructeur ;
- la puissance en watts ;
- la classe d'émission ;
- les bandes de fréquences ou les fréquences assignées ;
- un dossier descriptif de l'installation.



ANNEXE 1 : ARRETE DU 16 JUILLET 2001 RELATIF A UNE LICENCE DE STATION D'AERONEF (suite)

Art. 5. - La licence est délivrée par le ministre chargé de l'aviation civile.

Dans l'attente de l'établissement de la licence, le récépissé de la demande de délivrance de la licence associé à une copie de cette demande permet, pour une période limitée à deux mois, d'attester la conformité de l'installation au règlement relatif aux radiocommunications de l'UIT.

Art. 6. - Le ministre chargé de l'aviation civile peut refuser de délivrer la licence, retirer, suspendre la licence, si les vérifications effectuées par le GSAC notamment à la délivrance de la licence et au cours du contrôle de renouvellement du certificat de navigabilité de l'aéronef ne permettent pas de conclure à la conformité de l'installation radioélectrique de bord :

- au règlement relatif aux radiocommunications de l'UIT ;
- à la liste des émetteurs déclarés par le propriétaire de l'aéronef.

Avant tout retrait et, sauf en cas d'urgence, avant toute suspension de la licence, la personne concernée doit avoir été en mesure de présenter ses observations.

Art. 7. - Dans le cas d'un aéronef exempté de certaines obligations énumérées aux articles R. 133-1 et R. 133-1-1, la validité de la licence est limitée à six ans.

Art. 8. - Pour un vol de convoyage sous marques provisoires prévues par l'article D. 121-7, le ministre chargé de l'aviation civile peut attester la conformité d'une installation au règlement relatif aux radiocommunications de l'UIT. La validité de cette attestation est dans tous les cas limitée à celle du document de navigabilité provisoire. La demande d'attestation doit comprendre l'ensemble des éléments mentionnés à l'article 2.

Art. 9. - I. - L'article 8 de l'arrêté du 10 juillet 2000 susvisé est modifié comme suit :

" Art. 8. - Le ministre chargé de l'aviation civile établit une liste des types d'équipements radioélectriques approuvés.

Cette liste précise pour chaque type d'équipement :

- " - la référence aviation civile de l'équipement ;
- " - le nom du fabricant ;
- " - les références du document attestant l'approbation ;
- " - s'il y a lieu, la mention "approbation de type spéciale" ;
- " - s'il y a lieu, le respect d'exigences réglementaires relatives à la communication, à la navigation et à la surveillance.

" Cette liste est disponible auprès du GSAC. "

II. - Le paragraphe 6.1.1.2 (d) de l'annexe de l'arrêté du 24 juillet 1991 susvisé est modifié comme suit :

- " d) La licence de station d'aéronef exigée ; "

III. - Le paragraphe 6.1.1.3 (c) de l'annexe de l'arrêté du 24 juillet 1991 susvisé est modifié comme suit :

- " c) La licence de station d'aéronef exigée ; "

IV. - Au paragraphe 7.10 de l'annexe de l'arrêté du 24 juillet 1991, il est ajouté le paragraphe suivant :

- " L'entretien des stations d'aéronefs est effectué dans un organisme agréé à cet effet par le ministre chargé de l'aviation civile. "

Art. 10. - L'arrêté du 24 novembre 1998 relatif à la délivrance de la licence de station d'aéronef est abrogé.

L'instruction du 24 novembre 1998 prise en application de l'arrêté du 24 novembre 1998 relatif à la délivrance de la licence de station d'aéronef est abrogée.

Art. 11. - Le chef du service de la formation aéronautique et du contrôle technique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera applicable trois mois après sa date de publication au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 16 juillet 2001.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de l'aviation civile,
P. Graff



ANNEXE 2 : ATTESTATION DE CONFORMITE EN VUE DE LA DELIVRANCE D'UNE LSA

ATTESTATION DE CONFORMITE D'UNE STATION RADIOELECTRIQUE DE BORD AUX REGLEMENTS DE L'UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS																																																							
1 TYPE D'AERONEF	2 CONSTRUCTEUR DE L'AERONEF																																																						
3 MARQUES D'IMMATRICULATION																																																							
4 LISTE DES EMETTEURS																																																							
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 10%;">QT</th> <th style="width: 30%;">REFERENCE AC</th> <th style="width: 30%;">TYPE</th> <th style="width: 30%;">FABRICANT</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> </tbody> </table>				QT	REFERENCE AC	TYPE	FABRICANT																																																
QT	REFERENCE AC	TYPE	FABRICANT																																																				
LISTE DES EMETTEURS DE SAUVETAGE																																																							
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 10%;">QT</th> <th style="width: 30%;">REFERENCE AC</th> <th style="width: 30%;">TYPE</th> <th style="width: 30%;">FABRICANT</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> </tbody> </table>				QT	REFERENCE AC	TYPE	FABRICANT																																																
QT	REFERENCE AC	TYPE	FABRICANT																																																				
5 ATTESTATION DE CONFORMITE																																																							
Le présent document atteste que la station d'émission installée à bord de cet aéronef répond pleinement aux exigences des règlements de l'union internationale des télécommunications.																																																							
6 SIGNATURE	7 NOM	8 DATE (JOUR, MOIS, ANNEE)																																																					
	9 TELEPHONE	10 FAX																																																					
11 CACHET DE L'ORGANISME AGREE		12 N° D'AGREMENT																																																					
		13 N° D'IDENTIFICATION GSAC																																																					
14 DESTINATAIRE DU DOCUMENT FINAL																																																							

AC 143



ANNEXE 3 : ATTESTATION DE CONFORMITE EN VUE DE LA DELIVRANCE D'UN CCRE

ATTESTATION DE CONFORMITE D'UNE STATION RADIOELECTRIQUE DE BORD AUX REGLEMENTS DE L'UNION INTERNATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS																																																							
1 TYPE D'AERONEF	2 CONSTRUCTEUR DE L'AERONEF																																																						
3 MARQUES D'IMMATRICULATION																																																							
4 LISTE DES EMETTEURS																																																							
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 10%;">QT</th> <th style="width: 30%;">TYPE</th> <th style="width: 30%;">FABRICANT</th> <th style="width: 30%;">JUSTIFICATIONS</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> </tbody> </table>				QT	TYPE	FABRICANT	JUSTIFICATIONS																																																
QT	TYPE	FABRICANT	JUSTIFICATIONS																																																				
LISTE DES EMETTEURS DE SAUVETAGE																																																							
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th style="width: 10%;">QT</th> <th style="width: 30%;">TYPE</th> <th style="width: 30%;">FABRICANT</th> <th style="width: 30%;">JUSTIFICATIONS</th> </tr> </thead> <tbody> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> <tr><td> </td><td> </td><td> </td><td> </td></tr> </tbody> </table>				QT	TYPE	FABRICANT	JUSTIFICATIONS																																																
QT	TYPE	FABRICANT	JUSTIFICATIONS																																																				
5 ATTESTATION DE CONFORMITE Le présent document atteste que la station d'émission installée à bord de cet aéronef répond pleinement aux exigences des règlements de l'union internationale des télécommunications.																																																							
6 SIGNATURE		7 NOM	8 DATE (JOUR, MOIS, ANNEE)																																																				
		9 TELEPHONE	10 FAX																																																				
11 CACHET DE L'ORGANISME AGREE			12 N° D'AGREMENT																																																				

AC 144

